

Document

La crise est-elle en train d'effacer 25 ans de bienfaits européens ?

(Atlantico.fr)

18 octobre 2012

Atlantico : Les syndicats grecs ont appelé jeudi à la grève générale contre le nouveau train de rigueur et de réformes que la Grèce se prépare à adopter. Les mesures d'austérité imposées par la troïka aux pays de l'Europe du sud (FMI, BCE, Commission Européenne) sont-elles en train d'effacer 25 ans de bénéfices européens ?

Henri de Bresson : Ce n'est pas la première grève générale en Grèce, les tensions sociales s'y poursuivent depuis le début de la crise, mais l'électorat grec a choisi en mai de maintenir au pouvoir une coalition de partis engagés pour le maintien dans la zone euro dans le respect des engagements pris avec la troïka. Ce qu'a répété le premier ministre Samaras en recevant à Athènes le 9 octobre la chancelière Angela Merkel. Les négociations sont quasi permanentes sur l'aménagement de ces engagements, alors que la prochaine tranche de l'aide est prévue pour novembre et **il n'est pas illogique que les syndicats fassent monter la pression à l'occasion du Sommet européen qui se tient jeudi et vendredi à Bruxelles.** La Grèce a bénéficié toutes ces dernières années de fonds très importants, non seulement pas le biais des fonds structurels mais aussi du fonds de cohésion dont elle a bénéficié au même titre que l'Espagne, le Portugal et l'Irlande pour rattraper précisément leur retard sur les autres pays de l'Union. Ces fonds leur ont permis notamment de moderniser considérablement leurs infrastructures. **Cela reste, même si l'utilisation de ces fonds a souvent été contestable.**

Contrairement à ce qui s'est passé pour les pays ex-communistes d'Europe centrale, dont on a exigé des réformes draconiennes pour refondre leurs administrations et leurs systèmes sociaux avant de rentrer dans l'Union européenne, en 2004, les pays de la cohésion sont rentrés dans ce qui n'était encore à l'époque que le marché commun sans avoir de comptes à rendre. Il n'était pas question à l'époque d'intervenir dans les méthodes de gestion des pays membres, dont les différences ont fini par rendre ingérable l'Union monétaire. Si l'on associe parfois la France aux pays du sud, son administration centralisée a, avec ses qualités et ses défauts, une longue tradition d'efficacité qui n'a rien à voir avec la Grèce ou l'Italie. **C'est cet écart que la crise oblige à corriger, au pire moment, au milieu d'une crise déclenchée non par l'Europe mais par la crise du système financier international partie des Etats Unis. Cette crise, qui a un impact terrible sur l'emploi, serait pire pour ces pays sans l'aide de l'Union européenne.**

Yorgos Archimandritis : En Grèce, on se sent nettement plus solidaires et plus proches de l'Italie et de l'Espagne que de l'Allemagne. Le pays est membre de l'Union Européenne depuis 1981. A l'époque, il y avait un espoir, d'ouverture vers l'avenir et d'appartenance à un ensemble qui s'appelait l'Europe. Aujourd'hui, ce sentiment d'appartenance existe toujours, mais l'on parle souvent de l'Europe comme si on la regardait de l'extérieur tout en en faisant partie. Il y a des incertitudes sur la solidarité et les liens profonds existant entre les pays ou pas. **L'Europe est-elle un organisme artificiel, administratif, ou naturel ?**

Un pays, c'est une dynamique, des millions de vies, qui ne se caractérise pas que par son budget et des calculs financiers. Les questions du développement, de la culture, du tourisme, ne

sont pas abordées dans toutes ces discussions avec l'Europe et la troïka. **Il faut donner à la Grèce la place qui lui sied, il faut parler des domaines où le pays excelle.**

Levi Fernandes : D'après plusieurs économistes, le Portugal ne cesse de s'appauvrir ces dernières années. Une étude publiée cette année montrait que le niveau de vie des Portugais devrait atteindre en 2012 celui d'il y a dix ans. Depuis que le Portugal a été placé, en mai 2011, sous assistance financière internationale, **le pays s'est enfoncé dans la récession sur fond de chômage record.** Le gouvernement, qui est tenu par ses engagements internationaux à assainir ses finances, a encore prévu d'intensifier la rigueur pour l'année prochaine. Les hausses d'impôts généralisées annoncées pour 2013 équivalent, d'après les médias locaux, à la perte d'environ deux salaires par an, sur 14 mois, pour les classes moyennes. Par ailleurs le gouvernement a annoncé une baisse des retraites et des prestations sociales.

Dans ce contexte, il règne effectivement le sentiment que ces mesures ont balayé les bienfaits de l'adhésion à l'UE, qui ont permis au pays de connaître un cycle de croissance formidable dans les années 90. **Par exemple, le Portugal, qui a accueilli des centaines de milliers d'immigrants pendant cette période, est redevenu ces dernières années un pays d'émigration comme dans les années 60.** De nombreux Portugais, dont un grand nombre de jeunes, partent tenter leur chance à l'étranger, notamment dans les pays africains lusophones ou le Brésil, en plein boom économique.

Juan Pedro Quinonero : La crise espagnole est gravissime, mais la situation n'est pas comparable à celle de la Grèce. Les doutes sur la crédibilité de l'Espagne portent sur la gestion politique plus que sur les questions économiques. La dette espagnole est inférieure à la dette française. Le principal problème de l'Espagne est institutionnel. Notre système institutionnel est quasiment fédéral et l'Etat est soumis aux revendications autonomistes des régions et notamment aux velléités d'indépendance de la Catalogne ou du Pays basque.

En revanche, il n'y a aucune velléité de rupture avec l'Union Européenne et la zone euro. Depuis des mois et des mois, les syndicats espagnols sont absents et les mouvements sociaux n'ont pas la même ampleur qu'au Portugal ou en Grèce. Les syndicats français qui manifestent contre la fermeture de Peugeot en France sont beaucoup plus actifs que les syndicats espagnols.

Quels sont les conséquences des mesures d'austérité sur la vie quotidienne dans vos pays respectifs ? La pauvreté est-elle visible dans les rues des grandes villes ?

Yorgos Archimandritis : On traverse une période un peu floue. Les prix restent élevés malgré la baisse des salaires. Toutefois, si les prix de l'immobilier ont baissé, on n'a pas encore eu de bulle immobilière comme en Espagne, où l'on brade les maisons. **En Grèce, il y a suffisamment d'amortisseurs sociaux pour permettent encore aux gens de vivre presque normalement.** Des dizaines de milliers d'appartements construits restent vides, les constructeurs ne les vendent pas encore. Mais à force de payer des taxes sur leurs biens immobiliers sans avoir en contrepartie de profits, les propriétaires d'appartements seront bien obligé de vendre à un certain moment.

Des rues d'Athènes, dans des quartiers chics, qui accueillait encore il y a quelques mois des magasins, sont aujourd'hui désertées. **Partout, on voit des annonces "à vendre" ou "à louer". Ces anciennes zones commerciales et vivantes sont devenues des espaces vides.** Mais la pauvreté ne se voit pas forcément dans les rues des grandes villes. En Grèce, en raison des liens familiaux très forts, les gens ne sont pas dans la rue, ils sont dans leur famille. **La crise ne s'affiche pas, elle est très intériorisée.**

Angela Merkel est venue en Grèce il y a quelques jours, les manifestations contre l'Europe n'étaient pas massives et n'avaient pas l'ampleur de celles d'il y a un an et demi. Les Grecs acceptent la situation actuelle, ils se sont un peu résignés et affrontent courageusement les mesures d'austérité.

Levi Fernandes : Tous les indicateurs le montrent. **L'austérité a provoqué un ralentissement du train de vie des ménages.** La fréquentation des restaurants a baissé, les Portugais roulent moins en voiture, prennent moins les transports, partent moins en vacances... De plus en plus de personnes, qui avaient acquis leur logement à crédit, ne peuvent plus faire face à leurs engagements financiers et ont été contraint de les rendre aux banques.

Dans les rues des grandes villes, l'aspect le plus visible de cette crise est le nombre d'établissements fermés, qui ont dû mettre la clef sous la porte. Pour autant, la pauvreté n'est pas encore très visible. Tout d'abord, parce que je pense que la cellule familiale et la solidarité dans ce pays latin ont bien fonctionné pour l'instant. D'autres ont émigré. Par ailleurs, les centaines de milliers de personnes, qui se sont retrouvées au chômage depuis fin 2011, bénéficient encore de prestations sociales. Or, l'année prochaine beaucoup de ces personnes arriveront en fin de droits.

Juan Pedro Quinero : La situation du chômage est gravissime. Mais la pauvreté n'est pas visible. Les touristes qui viennent en visite à Madrid ou Barcelone ne voient pas de mendiants dans les rues. L'Espagne n'est ni le Maroc, ni le Tchad...

Les pays de l'Europe du Sud sont-ils tout simplement en train d'être transformés en pays du Tiers-monde ?

Henri de Bresson : La notion de pays du tiers monde a bien évolué, puisqu'en faisaient partie non seulement les pays les plus pauvres de la planète mais aussi les pays dit émergents d'Asie et d'Amérique du sud, dont les économies rivalisent aujourd'hui avec celles des pays appelées développées. **Les pays du sud de l'Europe restent malgré leurs difficultés actuelles loin du sort des pays les plus pauvres du globe, à commencer par ceux du sud du pourtour méditerranéen.** Même si, en dehors de l'Italie, ils ont eu une histoire à part des autres pays de l'Europe occidentale après la guerre, connaissant des dictatures qui les ont coupées pendant des années du modèle de développement des autres démocraties de l'Europe occidentale. Ils en partagent une grande partie des valeurs et des méthodes de fonctionnement, et l'on peut espérer que le moment difficile qu'ils sont en train de vivre ne sera que transitoire.

Levi Fernandes : Beaucoup le regrettent effectivement. **L'ironie est que de nombreux portugais cherchent même à émigrer vers d'anciennes colonies dont le niveau de vie était, il y a quelques années encore, beaucoup plus bas qu'au Portugal.**

Juan Pedro Quinero : Encore une fois, la question essentielle est celle des autonomies et non pas celle de la pauvreté rampante. En France, la dette représente environ 90% du PIB, mais il y a un président de la République et une majorité parlementaire. Les gens qui ont du «pognon» pour prêter à la France savent où est-ce qu'il faut demander les créances. En revanche en Espagne, il y a un Premier ministre, mais aussi 17 présidents de régions et dans chaque région un ministre des finances différent. Autant dire que c'est «un bordel inimaginable» ! C'est comme si la région Bretagne voulait être indépendante et la Corse voulait plus d'argent. Imaginez aussi Ségolène Royal voulant faire une politique économique de gauche nationaliste en Poitou-Charentes contre le chef de l'Etat !

Comment le sentiment européen a-t-il évolué depuis l'entrée de vos pays dans l'Union Européenne ? L'Europe incarne-t-elle toujours l'espoir dans ces pays ou est-elle coupée des peuples ?

Yorgos Archimandritis : Il n'y a pas de remise en question de l'appartenance de la Grèce à l'Europe. **Mais Les Grecs voudraient une Europe des peuples, une Europe qui vient d'en bas et non pas une Europe élitiste et technocratique.** C'est cela, le vrai rêve européen, l'Europe des cœurs. De ce contexte, les partis populistes passent plus aisément pour des sauveurs.

Levi Fernandes : C'est vrai que l'adhésion à la Communauté économique européenne en 1986 a été vu comme un facteur d'espoir dans un pays qui sortait d'une longue période de dictature salazariste. La démocratie a été instaurée en 1974. **L'Europe était vue comme une planche de salut.** Aujourd'hui très peu de personnes remettent en cause l'appartenance à l'Union européenne ou la zone euro, mais il y a un sentiment d'incompréhension et de colère parfois contre les prises de décision qui viennent de Bruxelles ou Berlin. **Il y a le sentiment que l'Europe n'est pas solidaire et est insensible aux problèmes des pays du sud.**

Le Portugal a déjà été sous assistance financière du FMI depuis 1974. Mais contrairement à la dernière fois en 1983, le pays savait pourquoi il devait faire des efforts. Le but était d'adhérer à la CEE. Il y avait une lumière au fond du tunnel. **En 2012, personne ne comprend bien à quoi les sacrifices vont conduire le pays. Il y a le sentiment que les instances internationales, les bailleurs de fonds et les politiques n'y croient plus eux-mêmes.**

Juan Pedro Quinero : L'euro-scepticisme français est beaucoup plus fort que l'euro-scepticisme espagnol. En France il y a deux partis relativement importants, le Front national et le Front de gauche, qui sont contre l'Union Européenne parce que «c'est une bande de pourris capitalistes et libéraux». En Espagne la situation est tout à fait différente. La droite et la gauche ont une ligne très proche de celle de François Hollande. Ils sont d'accord sur la politique européenne. Les rares partis qui demandent la rupture avec l'Europe sont microscopiques. La population Espagnole trouve la potion européenne difficile à avaler, mais personne n'est contre. Même les régions qui réclament l'indépendance comme la Catalogne veulent rester dans la zone euro.